

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Lutte contre l'exploitation illicite du bois : l'appui des États-Unis

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

**E**NRICHIR les magistrats de l'expérience du gouvernement américain en matière de lutte contre la criminalité sur les ressources naturelles, notamment forestières. C'est l'objectif de la rencontre qui se tient dans un hôtel de Libreville depuis mardi dernier. Il s'agit d'un atelier sur l'application des lois en matière de lutte contre le commerce illicite du bois.

Cette initiative de l'ambassade des États-Unis au Gabon, s'est faite dans le cadre de la deuxième composante du projet des programmes internationaux des services forestiers américains. En ce qui concerne notre pays, ledit projet est intitulé : " Lutte contre l'exploitation forestière tropicale, la criminalité sur

les ressources naturelles et la corruption au Gabon, renforcer l'application des lois nationales et l'engagement institutionnel ". Ladite rencontre est organisée en collaboration avec le ministère des Eaux et Forêts, ainsi que celui de la Justice.

" Ici au Gabon, le service forestier des États-Unis soutient l'Agence nationale des parcs nationaux dans ses efforts pour élaborer et mettre en œuvre des plans de gestion des parcs dans les zones à biodiversité élevée et unique ", a souligné à l'ouverture des travaux, Christopher Tremann, premier conseiller à l'ambassade américaine au Gabon. Avant de préciser : " notre service forestier fournit une assistance technique pour renforcer la capacité des gestionnaires des parcs à gérer et à améliorer les infrastructures et les installations d'écotourisme..."



Une vue des officiels à l'ouverture des travaux.

Le trafic dans le secteur forestier est estimé à 300 millions de dollars, soit plus de 184 milliards de francs CFA. Au Gabon,

l'exploitation forestière se situe entre 5 et 6 % du PIB. Les forêts gabonaises constituent un important réservoir de

biodiversité et représentent un véritable gisement de carbone. Les travaux de cet atelier s'achèvent vendredi prochain.

## Ciment : bientôt une nouvelle clinkerie à Ntoum

G.R.M  
Libreville/Gabon

**C**IMENT de l'Afrique (Cimaf) va construire une nouvelle usine de clinker à Ntoum, plus précisément au quartier Mebba. Cette importante annonce a été faite, le 19 avril dernier, par le directeur général au Gabon de l'industriel marocain, à l'occasion de la visite du ministre d'État à l'Industrie, Pacôme Moubet Moubeya. Si le coût de sa réalisation n'a pas été communiqué, la nouvelle clinkerie dont le projet est en cours de finalisation, devrait garantir à l'entreprise une disponibilité locale de cette matière essentielle dans la fabrication du ciment. Et ainsi amener Cimaf à réduire ses

importations. "Le clinker est un constituant dont la matière première est le calcaire. Cette ressource minérale existant au Gabon, nous avons jugé utile de construire une clinkerie dans les environs de Ntoum, pour n'importer que du gypse", a-t-il informé. Le chef-lieu du département du Komo-Mondah est réputé, notamment, pour avoir abrité une cimenterie dénommée Cimgabon qui a été rachetée par l'industriel marocain. Il est donc question pour Cimaf d'accélérer la reprise complète de ses activités dans cette partie du pays. En 2020, Cimaf, qui importe encore une grande partie de la matière première pour son industrie, a produit 385 123 tonnes de ciment. Avec l'usine projetée, elle devrait augmenter cette production.

## Sécurité alimentaire : les bureaux du Cameroun et de la RD Congo installés

Prosper Sax NZE BEKALÉ  
Libreville/Gabon

**L**E secrétaire général du Réseau des alliances parlementaires d'Afrique centrale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Jean-René Nzamba Mombo, a effectué dernièrement une mission au Cameroun et en RD Congo. Son but, vulgariser la philosophie des " Alliances ", susciter des comités ad hoc pour la rédaction des textes statutaires et installer les bureaux des réseaux des alliances parlementaires de ces deux pays. " L'alliance parlementaire est une structure comportant en son sein des députés et des sénateurs pour traiter d'une thématique donnée en lien avec les préoccupations des populations pour lesquelles nous avons reçu mandat. En Afrique centrale, c'est à Brazzaville



Photo de famille après l'installation du bureau du Cameroun devant l'Assemblée nationale.

en novembre 2019 que les parlementaires se sont retrouvés pour traiter de la question de la faim zéro ", a indiqué Jean-René Nzamba Mombo. Avant de préciser : " Cette question est prise en compte dans les objectifs du développement durable, d'où la création du Réseau des alliances parlementaires de l'Afrique centrale sur la sécurité

alimentaire et nutritionnelle dont le Congo Brazzaville assure la présidence, le Gabon et le Cameroun occupant respectivement les fonctions de SG et de SGA ". Le Gabon a été choisi pour abriter, avant la fin de cette année, la rencontre des Alliances parlementaires sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.